

RÉUNION PUBLIQUE LANGOELAN

Mardi 16 juillet 2019

Elevage volaille 120 000 places à Kermaria

Présentation de la Confédération Paysanne, Robic

Avoir des paysans nombreux sur des fermes à taille humaine avec des productions relocalisées et un lien au sol.

Nous sommes contre cette ferme usine car elle est basée sur des importations de soja, la concentration énorme d'animaux qui pose des problèmes de bien-être animal et aussi de risques sanitaire, de concurrence avec des élevages plus petits, de pollution de l'air et de l'eau.

Nous refusons cette logique du toujours plus pour pouvoir survivre.

Derrière ce projet, le programme de la région Bretagne, avec une subvention de 5 millions d'euros pour financer une centaine de projet de ce type. Des poulaillers de plus de 1200 m², plus de 30 000 poulets par poulailler. La région Bretagne s'est engagée dans un consortium avec la multinationale Ivc et le groupe alimentaire saoudien Alunagène, pour relancer la filière avicole.

La conf est pour des élevages de poulets en Bretagne, mais pas de ce type-là.

Derrière le beau discours sur le « bien manger », la coop Breizh, l'écologie, la Bretagne finance le développement de fermes-usines pour exporter du poulet notamment vers le Moyen-Orient.

Certes la région Bretagne finance aussi les mesures agro environnementales, elle fait du « en même-temps ».

Le résultat de tout cela, le nombre de paysans continue sans cesse de chuter dramatiquement, l'utilisation de pesticides ne baisse pas, les algues vertes sont de retour en Bretagne, il n'y a jamais eu autant de cargo OGM arrivés à Lorient.

A la Confédération Paysanne, on va continuer à faire du « en même temps ». Continuer à soutenir l'agriculture paysanne, l'agriculture bio, la

relocalisation des circuits courts, avec des installations nombreuses et « en même temps » continuer à nous battre contre les fermes-usines, contre l'agriculture industrielle qui détruit tout.

Eau et rivières de Bretagne : Jean-Paul Runigo, Délégué Départemental du Morbihan.

Tout d'abord je remercie la « Confédération Paysanne » de nous avoir accueillis ici.

Alain Bonnac président d'eau et rivière de Bretagne, à son grand regret ne pouvant être là ce soir, ma demandé en tant que délégué départemental de le représenter.

Nous tenons à vous dire qu'eau et rivière de Bretagne, a toujours été, est et sera toujours contre ce type de projets pseudo- agricole. Ici aussi nous nous battons contre ce projet avec toute notre énergie et avec tous les moyens que nous donne la loi.

Depuis 50 ans erb s'érige en défenseur de l'eau et de l'environnement et pour ce, nous siégeons dans différentes instances. Départementales : Coderst, commissions divers, dans les clés des sages etc . Auprès de la région par l'intermédiaire de la fbne dont nous sommes membres, toujours en partageant notre point de vue avec d'autres associations, nous sommes dans les commissions. Nous participons peu ou prou à la Breizh Coop encore en gestation.

Être dans ces instances ne signifie aucunement leur donner un blanc-seing. Nous avons toujours su dire oui quand on le pouvait, mais nous avons toujours aussi dit non lorsqu'il le fallait, et ce, sans compromissions, sans reniements, en restant ferme sur nos convictions. C'est cette attitude que nous tiendrons toujours en toutes circonstances avec qui que ce soit. Et en tous lieux.

Gilles Huet notre ancien délégué régional avait coutume de dire qu'eau et rivière de Bretagne, se doit d'être ferme sur le fond, mais se doit aussi d'être souple dans la discussion.

Ce dossier illustre un certain nombre de contradictions. Il est difficile de pratiquer une politique de soutien à la qualité de l'eau et des milieux humides et d'autre part par sa politique de

subventions aider le projet que l'on combat aujourd'hui et ça nous saurons le dire.

Depuis 50 ans ERB a toujours respecté les personnes, pour concentrer son combat contre un système pervers qui va parfois jusqu'à ruiner ses propres défenseurs et pousse au désespoir ses propres artisans. Système qui à coup sûr ruintera la terre en tuant la biodiversité et tout ce qui nous entoure.

ERB : étude du dossier par Jean-Yves Bouglouan

Représentant à la Cle du Sage Scorff.

Le projet de poulaillers de 120 000 places est en réalité sur la base de 5,7 bandes à l'année, soit une production de 684 000 poulets d'un poids moyen de 2,7kg. Il s'agit d'un poulailler hors sol, par l'importation des aliments et par l'exportation des fumiers compostés. Les aliments nécessaires à cette production représentent environ 3100 tonnes. Les poulets en sortie, 1850 tonnes, auxquels il faut ajouter les 1500 m3 de copeau et la masse du compost exporté. Le dossier ne précise pas la destination de ces composts qui sont confiés à une société qui va s'en charger. On ne connaît pas, la distance, le suivi, ni le contrôle effectué dont on sait que les moyens, aujourd'hui, sont faibles.

L'abreuvement de la volaille se fera via un forage, à une profondeur indiquée, présumée de 49 mètres, pour un débit escompté de 3511m3. Selon nos calculs fondés selon les données de l'ITALI, ces chiffres sont sous-estimés et approcheraient plutôt les 6000 m3.

Les pétitionnaires pourraient nous dire que ce volume d'eau est faible, mais, malheureusement, il vient s'ajouter au grand nombre de forages déjà existants sur le bassin versant du Scorff qui en période d'étiage d'août à septembre, est alimenté grâce à 100% par l'eau souterraine. Cette information du bureau de recherche géologique et minière BRGM, s'appuie sur une étude réalisée entre 1994 et 2000, dont les extraits figurent dans le dossier même. (annexe6). Mais, avec le réchauffement climatique, cette étude vieille de vingt ans, ne fait que prendre de la valeur, aujourd'hui.

Ces multiples pompages dans les eaux souterraines contribuent à assécher les sources et les ruisseaux,

mettant en danger la flore et la faune liés à ces milieux humides ou aquatiques.

Comme le souligne dans son rapport la mission régionale d'autorité environnementale, le sage Scorff, validé par arrêté préfectoral en 2015, a comme enjeu « le maintien du bon état écologique et du très bon état biologique ».

Il faut noter que compte tenu des faibles débits à l'étiage, la station de pompage d'eau de plaisance à Guémené, un peu plus bas qu'ici, est remplacée par une nouvelle unité de production de Bocouët, alimentée par trois forages sur la commune de Lignol. Donc, pour les eaux de surface, le pompage qui assurait jusqu'à l'année dernière l'alimentation en eau potable des habitants du haut bassin du Scorff, est arrêté car en période d'étiage, le débit du Scorff ne peut plus respecter les débits réservés. C'est une belle fuite en avant plutôt que de restaurer les milieux en surface.

Dans le cas de notre poulailler, aucune étude n'envisage les impacts sur les eaux de surface.

Quant aux émissions d'ammoniac, elles s'élèvent à presque 7 tonnes. Le dossier dit que la commune n'est pas en zone sensible, mais si on regarde l'inventaire des émissions d'ammoniac d'Air Breizh, la commune se situe entre 2 et 4 tonnes au km². En plus d'irriter les voies respiratoires et les yeux, l'étude d'impact ne se préoccupe pas du voisinage du poulailler, mais seulement des travailleurs du site. L'ammoniac contribue au phénomène des pluies acides et à l'eutrophisation des eaux douces et côtières. L'ammoniac provient en Bretagne à 98% de l'agriculture, des déjections animales. Pas étonnant qu'avec 140 000 tonnes d'émissions en Bretagne, 18% des émissions nationales. L'ammoniac est un des principaux polluants chimique de l'air. 6800 installations classées pour la protection de l'environnement, sont des élevages, avec une concentration sur la région Bretagne de 40% des élevages français.

Les solutions les moins coûteuses pour faire baisser ces émissions, et réduire la pollution de l'eau, seraient de réduire le cheptel des élevages et faire évoluer le système agricole vers le respect de notre environnement.

Isabelle villette, voisine en face du projet

Nous sommes là dans une zone vraiment fragile à côté du Dordu et d'un ruisseau qui descend dans le Scorff, d'un élevage qui va être forcément polluant, avec des personnes dont on n'est pas certain que la perception environnementale soit très haute. Cela crée de grosses angoisses.

Nous avons une ferme bio depuis plus de vingt ans. Au niveau de l'étude d'impact, une impasse totale est faite sur notre ferme alors que le plus proche de nos terrains est à 100 mètres du projet. Il est déclaré qu'il n'y a pas d'élevage à proximité. Nous sommes éleveuses de poules pondeuses bio. Depuis un an, on a baissé notre production car ce projet impacte fortement sur notre avenir. On élève des escargots, à l'arrêt depuis un an et demi à cause d'épandage de produits chimiques dans un champ voisin. Le but était de les ramener dans notre ferme l'hiver dernier, mais on est dans l'attente de ce projet. Savoir si on reste ou si on part tout simplement.

Oui ces poulaillers sont polluants, avec de grosses ventilations, une telle quantité de fiente permet l'extraction de méthane, d'acide sulfuré, d'ammoniac, de poussières souvent riches en anticoccidiens, préventifs donnés aux poulets de la naissance à leur mort contre les parasites chroniques de la peau.

On a un très beau rucher en forme avec quinze ruches dont on n'a jamais perdu d'abeilles ces dernières années.

C'est très inquiétant de voir comment ce projet va se retrouver dans un endroit aussi sensible, en ne tenant absolument pas compte de l'environnement.

D'autres points sont à noter, par rapport à l'eau, au compostage, à l'origine des aliments. Il y a des impacts de ces industries qui vont beaucoup plus loin. On m'a beaucoup reproché que par rapport à la pétition que j'avais des signatures du monde entier. Le monde entier est impacté par notre agriculture intensive européenne, et on va le payer très cher dans les années qui viennent. Avec le réchauffement climatique, on va avoir des millions de réfugiés climatiques, on rase des forêts primaires pour nous fournir du soja, avec un Bolsonaro au Brésil.

Alors effectivement, ici, c'est moi qui prend tout parce-que j'ai lancé l'alerte au départ, mais vous êtes tous là pour prouver que je ne suis pas seule à m'inquiéter, à avoir peur. Je peux partir mais c'est dramatique pour la Bretagne, les marées vertes, les projets de méthanisation prévus, je doute que l'on pourra ramasser les algues sur les côtes rocheuses du sud du Morbihan. C'est toute une côte bretonne qui va être détruite, tout un tourisme impacté, un nombre d'emploi à disparaître par rapport à cela qui n'a pas été compté. On parle de juste redynamiser le centre Bretagne en créant des emplois mais au détriment de toutes les côtes. Cela va beaucoup plus loin que notre simple petite ferme même si ce projet est pour nous un véritable crève-cœur.

ERB : Lylian Le Goff, médecin environnementaliste

Mise en perspective de ce projet de poulailler industriel avec la politique agricole menée en Bretagne

Nous sommes réunis aujourd'hui à Langoëlan pour dénoncer un projet de méga-poulailler, ferme usine qui accentue l'industrialisation de l'agriculture et qui va à l'encontre de ce que nécessite une véritable transition agricole pour préserver le climat, la biodiversité et l'eau, l'emploi, la santé environnementale, la santé des agriculteurs, des riverains et des consommateurs. Mais c'est dénoncer aussi ce qui s'est déjà produit cet hiver et ce qui va advenir ailleurs avec beaucoup d'argent public selon une fuite en avant : qui intensifie l'irrigation de maraîchages intensifs avec force pesticides et 5 m entrant au capital de d'Aucy ; 5 m aussi pour ce plan volailles industrielles ; 32 m depuis 2016 pour l'industrie porcine ; mais aussi un plan de restructuration d'élevages bovins avec programmes de méthanisation subventionnés comme actuellement à Courseul. Est-ce cela la transition de l'économie bretonne annoncée par la Breizh cop qui est sensée « inscrire la transition climatique et écologique dans un projet d'avenir de développement durable de la Bretagne d'ici 2040 » ?

Tout récemment, à Saint-Brieuc, s'est tenu un carrefour des lycées entre la région et le rectorat dont le but est la signature d'une charte engageant à réduire de moitié l'émission de GES des lycées

bretons et à mettre en œuvre le bien-manger. Bravo ! Seulement il y a un gros bémol apporté par la conclusion d'un article de of : « aucune des deux institutions n'a su expliquer comment s'effectueraient la mise en place de leviers d'actions ». Eh bien, il en est de même pour la transition régionale agricole et alimentaire !

Le vice-président de Bretagne en charge de l'agriculture est l'ambassadeur du grand plan macron d'investissement de 5 milliards d'euros pour l'agriculture. Comment est-il utilisé en Bretagne ? On le voit bien pour le productivisme agricole où l'on parle de plan de compétitivité, de filières à haute valeur ajoutée ; mais pas du tout en faveur d'un plan de transition. Or c'est ce qu'a proposé, à la région, un collectif citoyen composé d'associations de l'environnement, de paysans, d'élus, d'agronomes, de sociologues, de médecins, sous forme d'un véritable contrat de société pour la Bretagne qui se compose d'un plan régional de transition agricole budgétisé avec des fonds spécifiques disponibles, déjà mis en œuvre en Normandie depuis 2015, et de systèmes alimentaires territorialisés, documentés par l'agro-campus de Rennes, allant vers une indispensable relocalisation avec plus d'autonomie des collectivités territoriales et de prévention des crises. On sait ce qu'il faut faire et comment le faire, en termes de formation, de politique foncière, d'affectation budgétaire.

L'argent est là pour une agriculture et une alimentation saines, à la portée de tous et créatrices d'emploi. Même si la Bretagne est l'une des régions à contribution significative concernant l'utilisation des MAE, notamment pour les élevages herbagers, il faut utiliser cet argent autrement !

Pas en faveur de fermes usines qui dilapide l'eau et pollue l'air, qui sont totalement dépendantes d'importations de protéines fourragères sous forme de soja de plus en plus transgénique pour lequel on détruit le poumon vert amazonien. Il faut le dire : accepter ce type d'élevage c'est se rendre complice d'un écocide dévastateur pour le climat alors que la Breizh cop est sensée s'y opposer. De qui se moque-t-on ?

Concernant l'eau, eau et rivières de Bretagne pose aussi cette question : ne serait-on pas en train de perdre la bataille de l'eau lorsque l'on constate le plafonnement à 35% des masses d'eau conformes, l'élévation à nouveau des taux des nitrates dans nombre de rivières, la recrudescence des marées

vertes ? On continue d'investir dans la reconquête de la qualité de l'eau et - en même temps - on continue d'investir dans le productivisme agricole qui est à l'origine de sa dégradation. Cela suffit. On ne peut davantage dilapider l'argent public, sans investissement significatif pour l'emploi, et dégrader notre patrimoine commun, vital quand il s'agit de l'eau et de la qualité de l'air que l'on respire, sachant que les particules fines sont responsables de 48 000 morts prématurés /an, dont 2000 pour la Bretagne et que l'agriculture émet 48% du total de ces particules, les dégagements d'ammoniac y contribuant fortement - et un poulailler industriel, ça fait bcp d'ammoniac. Ça fait aussi bcp de camions pour amener l'alimentation aux poulets et exporter ailleurs leurs fientes car on n'a pas les surfaces pour les absorber.

L'argent est là pour une agriculture et une alimentation saines, à la portée de tous et créatrices d'emploi. Il faut juste l'utiliser autrement !

En faveur d'une véritable transition avec une politique de formation initiale et continue à des pratiques agronomiques et d'élevages véritablement soutenables ; de parrainage et de transmission pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et le maintien de fermes à taille humaine, objectifs stratégiques sachant que 50% des agriculteurs ont plus de 55 ans et 90% d'entre eux n'ont pas de successeurs désignés ; de préservation du foncier à vocation agricole, particulièrement en périurbain pour un approvisionnement alimentaire relocalisé, de proximité et de qualité.

Nous savons ce qu'il faut faire et comment le faire. Le double langage, ça suffit ; faisons-le !

Jean-Charles Métayer, agriculteur bio à Colpo

Je suis un modèle totalement à l'opposé du projet je suis agriculteur bio, en volailles plein-air et je produis à 6000 volailles par an, des poulets. On parle bien de 120 000 poulets pour ce projet à peu près tous les 45 jours. Vous voyez que la catégorie est complètement différente.

Ce sont des projets très inquiétants, pour le monde agricole, pour nous professionnels. Ce sont des projets assez surprenants, qui nous semblent d'un autre temps. Aujourd'hui, on revient vers une économie locale, un emploi local, un manger mieux, un bien-être animal, une autonomie de

l'éleveur, un contrôle des prix pour l'éleveur avec une agriculture beaucoup plus rémunératrice.

Ce projet est très inquiétant, 120 milles poulets consommeront entre 240 et 300 tonnes d'aliment complet tous les 40-45 jours. Cela sous-entend un approvisionnement en aliment avec une circulation de camions très régulièrement plusieurs fois par semaine voire tous les jours.

Cela sous-entend, entre 15 et 20% de soja, soit 60 tonnes de soja tous les 40 jours à trouver. Autant vous dire que localement, cela n'existe pas. Donc obligatoirement, ce sera du soja importé dont on sait d'où, outre atlantique, avec un impact carbone énorme. Ce qui veut dire aussi une déforestation là-bas, car pour eux, c'est l'or vert, donc double impact carbone négatif. Cautionner un tel projet est très dangereux pour la planète entière.

Pour le reste des céréales, les 80% qui restent, cela fera des quantités énormes très difficiles à trouver en local. Du coup un indépendant et une autonomie de l'éleveur, ce qui veut dire un lien au sol qui n'existera pas. Ce sera un éleveur soumis aux influences du marché aux céréales. Autant dire qu'il sera très tendu à certains moments. On va lui présenter un plan qui passera au départ, il va réussir à se faire payer, tout est toujours bien au début sur le contrat. On connaît aujourd'hui les fluctuations mondiales des cours des céréales. Cet éleveur va droit dans le mur, à un moment, il ne maîtrisera plus rien. On peut même être triste pour lui.

Autre problématique, les effluents, au niveau de la DDTM, direction départementale des territoires et de la mer, ils vont réussir à faire un plan d'épandage sur le papier qui passera. Sauf que l'on va se retrouver avec des zones d'épandage qui seront à des dizaines et des dizaines de kilomètres de la ferme et que, bien entendu, les entrepreneurs agricoles n'iront pas amener ces effluents d'élevage à cent kilomètres. Il y aura des champs qui prendront 3fois, 5fois, 10 fois la dose sur les parcelles les plus proches, avec les problèmes de ruissellement, de lessivage.

Autre problématique aussi, ce qui me chagrine aussi, j'ai des poulaillers mobiles qui font 60 m², c'est tout petit. Là, on parle de projet de 1200m², cela veut dire pour 2 bâtiments + les quais d'embarquement + les quais de débarquement = un ½ hectare de bétonnage. C'est énorme. Chez moi, mes poulets sont directement sur la prairie, c'est faisable, on n'est pas obligé de bétonner pour pouvoir élever du poulet.

Cela va être aussi une remise en question du bien-être de l'éleveur dont je doute très fort et aussi du bien-être animal qui va être préoccupant. Cela fera très peur. Il y aura une telle proximité dans l'élevage. On parlait des effluents ammoniacés, de la ventilation pour ces volailles arrivent à peu près à respirer correctement. Les périodes que l'on a eu récemment, avec 35 à 45 ° dans les bâtiments, c'est insupportable. Cela va à l'encontre du bien-être animal, c'est évident. Cela va apporter un stress pathologique qu'il va falloir traiter pour prévenir les maladies, de façon régulière et chronique. En plus de traitement anticoccidien, deux traitements seront obligatoires. Des firmes pharmaceutiques se frottent les mains pour ce type d'élevage, et là, l'éleveur ne pourra pas tout maîtriser non plus.

tout ça pour vous dire, que ce projet surprenant, d'un autre temps, ne sera pas pourvoyeur d'emploi local, ne sera certainement pas confortable ni pour l'éleveur, ni pour son entourage, sera très inconfortable pour le voisinage, c'est évident.

Maintenant la question à se poser, quel modèle sociétal, on veut pour demain ? Si, c'est ce modèle-là, cela va être très inquiétant.

Michel Guinars, Gérant de magasins Biocoop, Calune de Pontivy, Loudéac, Locminé

On est là pour développer une alimentation de qualité. La Biocoop a souhaité réagir et a tenu à être présent ce soir face à une agriculture intensive et concentrationnaire qui, pour moi, est un modèle dépassé et même dangereux. Dépassé car le gouvernement prône une agriculture vers plus d'agro-écologie, à moins que ce soit comme le disait Lylian, un double langage. On ne peut pas prôner le développement durable, le fermier ou le bio et en même temps l'intensif. Pour moi, c'est incompatible.

On a vu que les poules pondeuses, ça bat de l'aile, notre ancien ministre travers a même annoncé la fin pour 2022 et aujourd'hui, qu'est-ce qu'on voit, l'agriculture intensive persister sur la volaille. Il va dans le mur, c'est un modèle subventionné, donc double langage.

C'est dangereux, pour l'environnement et pour le consommateur, même si certes la viande est consommable. On mesure les impacts sur la santé des pesticides et des OGM aujourd'hui. Faisons du bio, vendons du bio, on est sur une qualité alimentaire au-dessus.

Dans ces élevages du type de Langoélan, on va retrouver de fortes concentrations d'ammoniac, des traitements anticoccidiens, antiparasitaires et autres tellement les conditions seront difficiles pour ces poules. Quel impact sur la santé humaine ? A chacun de voir, cela fait longtemps que j'ai fait mon choix. Je ne parle pas des producteurs eux-mêmes qui vont travailler dans cet élevage tous les jours quel impact sur leur santé, les maladies respiratoires ?

D'un point de vue économique, c'est un gars qui va dans le mur, 1million5 investi dans ce projet. Avec les prises de conscience actuelles, est-ce que le consommateur français achètera des poulets de ce type-là dans 5 ans ? Quand on fait un investissement, c'est mathématique, on a des emprunts et il faut aller jusqu'au bout. On arrive à la spirale des agriculteurs en difficulté. On constate malheureusement beaucoup de suicide en agriculture.

Alors pourquoi poursuivre dans cette voie ? Il y a beaucoup de risque dans ce projet.

Il existe d'autres voies. En 1990, on a ouvert notre magasin Biocoop, et on est encore sur ce modèle d'agriculture intensive complètement aberrant qui va impacter sur notre planète durablement. Biocoop ouvre des magasins tous les ans, 72 en Bretagne, 24000 m² de surface de vente, on dit qu'1m² c'est 1 ha de bio. La Bretagne montre aujourd'hui que la Biocoop est un acteur actif qui représente environ 1350 emplois, 20 000 passages en caisse chaque jour. On travaille avec beaucoup de fournisseurs locaux engagés avec le réseau, (à Pontivy 70 producteurs directs).

Comme l'ancien slogan de la Conf, je préfère trois petites fermes qu'une grosse. Si j'avais le producteur en face de moi, je l'inviterais à réfléchir avant de se lancer dans ce projet qui est pour moi, une voie sans-issue. Il risque aussi de se faire épingler par l214, comme dans les côtes d'Armor en 2017, sur un élevage de 140 000 poules pondeuses.

Sans aller jusqu'au bio, il existe d'autres solutions alternatives, comme Nicole Le Paih, par exemple à baud, avec ses poulets fermiers, même si elle prône le contraire dans sa politique. On a des exemples beaucoup moins risqués pour cet éleveur, à qui je souhaite une bonne réflexion avant de s'engager dans ce projet suicidaire.

Xavier, porte-parole collectif extinction rébellion

Ce collectif se manifeste en ce moment en Grande-Bretagne d'où il est né. Notre approche est assez globale, d'urgence. Il faut marquer le coup sur l'idée que l'on n'a plus que quelques bonnes années pour inverser la tendance sinon cela va continuer jusqu'à ce qu'on dégringole et qu'un jour, il ne soit plus possible de revenir en arrière pour vivre correctement. Le collectif s'alarme des dérives de notre modèle économique qui ne veut pas tenir compte des enjeux environnementaux à l'échelle planétaire. Alors qu'il faudrait mettre le pied sur le frein de la croissance économique, ce projet de poulailler industriel est symbolique de ce qu'il ne faut plus faire. A savoir, importer des matières premières agricoles, nourrir toujours plus d'animaux qui tout en respectant les normes actuelles, ne respecte pas vraiment le bien-être animal. Tout cela pour nourrir des habitants à plusieurs milliers de kilomètres. Pour ce schéma, le soja joue un rôle capital car il est rarement produit en France. Sa production se fait au détriment de notre planète, puisqu'il faut déboiser toujours plus. Sa culture est rarement bio, des OGM, de copieux arrosages de Roundup à des doses dépassant facilement le raisonnable.

Charlotte Tréhorel: la souffrance animale dans les élevages intensifs.

Le bien-être animal évalué selon des bases scientifiques est considéré comme satisfaisant si les critères suivants sont réunis. Je n'en retiendrais que trois ce soir.

Bon état de santé, sur les 800 millions de poulets élevés en France chaque année, 30 millions vont mourir en élevage. Pour ceux qui survivent, ils vivent souvent à proximité de leurs congénères en décomposition. 30% d'entre eux vont développer des anomalies des pattes car ils sont génétiquement modifiés pour grossir plus vite en 35 jours. Leur corps est disproportionné par rapport à leurs pattes. De nombreux poulets présentent des troubles respiratoires dus à la forte teneur en ammoniac, ainsi que des problèmes cardiaques. Est-ce que le poulet de Langoélan aura un bon état de santé ?

Confort suffisant, le poulet dans un élevage intensif, c'est 22 poulets au m² au lieu de 11 au m² dans un élevage fermier, biologique, label rouge. Nos seuils dans les élevages intensifs français sont largement supérieurs à ce qui est préconisé par la commission européenne. Depuis 2000, elle demande pour éviter des troubles de santé graves sur nos poulets, une densité de peuplement de 25kg par m². En élevage intensif, on a 40 voire 42 kg/m². Courir sur la paille les premiers jours sera

possible, mais après quelques jours ? Les excréments ne sont jamais enlevés pendant 35 jours.

Bon état nutritionnel, le poulet de Langoelan sera nourri notamment du soja massivement importé du Brésil qui participe de la déforestation de la forêt amazonienne. Ce n'est pas comme si on ne savait pas qu'on était dans une urgence climatique notoire.

Pensez-vous que le poulet de Langoelan bénéficiera d'un bien-être animal ? Je ne pense pas, et pour autant tout ceci est légal. Les conditions proposées aujourd'hui sont génératrices de souffrances animales.

En conclusion, je rappelle qu'un sondage Ifop de juin 2018, a révélé que 91% des personnes interrogées sont défavorables à l'élevage intensif. Alors pourquoi persistons-nous dans un modèle qui est décrié par les consommateurs ?

Je pense qu'il y a un lien qui nous unit, nous sommes bretons, nous aimons notre terre, nous aimons notre agriculture, sommes-nous fiers de l'élevage que nous proposons à Langoelan ? Non, je ne pense pas que nous soyons fiers de la Bretagne dans ces conditions. C'est à nous de choisir un autre mode d'élevage, respectueux de l'environnement et des animaux.

Jean-Marc Le Min, Confédération Paysanne Bretagne, argument de notre position défavorable sur la construction de 2 poulaillers neufs à Langoelan

Des préalables :

° Les porteurs de projets ne sont pas personnellement fermés à la discussion, je les ai rencontrés. Ils sont accrochés à leur projet, mais s'il y a des expressions respectueuses ce soir et les jours suivants, on a peut-être un espoir de discuter avec eux et un mince espoir de leur faire réviser leur projet. L'opposition qui naît, ici, à Langoelan est quelque chose qui les heurte profondément, parce qu'ils ne s'attendaient pas à cela. C'est un peu étonnant, vu de notre fenêtre, mais c'est la réalité et cela paraît normal. Il est de notre devoir de maintenir les conditions d'une discussion qui soit constructive.

° Nous réaffirmons à la confédération paysanne notre soutien à l'installation d'un jeune agriculteur à Langoelan ... mais pas dans les conditions

actuelles. Nous considérons que l'installation d'un des deux jeunes porteurs de projet est possible sans avoir à recourir à un projet aussi gigantesque.

° Nous considérons qu'une filière volaille a peut-être sa place en Bretagne, mais à condition qu'elle corresponde à une véritable montée en gamme. Ce n'est pas possible que l'on continue avec des poulets de 33 jours. Ici, ce qui n'est pas tout à fait vrai, les femelles partiront à 33 jours, mais les mâles vont être abattus en lourd, c'est-à-dire qu'ils seront engraisés jusqu'à 48 jours. C'est un petit progrès par rapport à ce qui se fait actuellement, mais c'est toujours les mêmes souches, le même aliment, et on ne monte pas en gamme. Nous, ce qu'on voudrait, c'est des souches à croissance lente, donc d'autres poulets avec d'autres aliments, pour offrir aux consommateurs, une alimentation de qualité qui n'existe pas. Je relativiserais sur les 91% de gens qui s'élèvent contre l'élevage industriel. Nous pique-niquons, aujourd'hui, avec des aliments certainement très sains, mais à l'heure qu'il est, des gens mangent au MacDo des nuggets, et ils sont trop nombreux. Il faut faire un travail d'éducation mais ce n'est pas notre boulot, c'est celui des décideurs. Et c'est le boulot des filières d'offrir aux gens une alimentation de qualité et accessible au budget de tout à chacun. Je pense aussi qu'en terme d'habitude alimentaire, il faut se mettre une chose dans la tête, nous responsables syndicaux agricoles, il faut savoir regarder les scénarii qui vont nous arriver sur le coin de la figure dans les années qui viennent. Il faudra globalement que la société mange moins de viande ; de meilleure qualité pour celle qui sera mangée, et s'orienter vers plus de céréales. Entre un poulet qui pèse 2kg et 2kg de céréales il vaut mieux manger les céréales.

Sur le fond du projet, beaucoup de choses ont été dites, ne pas être redondant :

L'emploi, les porteurs de projets ont dit qu'ils veulent créer des emplois, vivre à Langoelan, etc. Ils sont sincères dans ce qu'ils croient. Ce qu'il faut bien regarder, nous, si on s'oppose à ce projet, ce n'est pas pour détruire des emplois, c'est pour en créer. Il préexiste déjà deux poulaillers, qui font au total 4500 m², amortis, où l'un des porteurs de projets est en société avec ses beaux-parents. Cette entreprise marche bien. Les beaux-parents s'en vont en retraite. L'installation du jeune agriculteur peut très bien s'inscrire dans le cadre de cette première société, sur ces poulaillers préexistants à condition de les rénover et d'autant plus qu'il existe 40 hectares de terres. Cela ne suffit pas pour produire l'alimentation de 4500 m², il en faudrait dix fois plus, mais c'est déjà un début, un minimum de lien au sol. Or, pour créer leur projet,

je n'arrive pas à comprendre, les porteurs de projets me disent qu'il faut 1million 400 milles euros et doubler la surface des volailles de chair pour installer un jeune. Donc, on part de trois unités de main d'œuvre au niveau familial pour arriver à deux. Ils disent qu'il y aura sans doute l'embauche d'un salarié, ce n'est inscrit nulle part dans le dossier. On peut les croire mais pourquoi faut-il créer deux fois de surface de volailles, deux fois plus de production animale, pour au mieux, maintenir les emplois. C'est vrai que c'est l'agriculture industrielle qui détruit les emplois, ce n'est pas l'agriculture paysanne. Nous, ce que l'on veut, c'est créer des emplois localement.

Sous l'autonomie, les porteurs de projets nous disent qu'ils ont leur autonomie vis-à-vis de Sanders. Oui, aujourd'hui, mais le jour où ils auront construit leur poulailler à 1million 400 mille euros, ce sera fini, ils n'auront plus le choix. Il est prévu aujourd'hui, qu'ils produisent du poulet lourd, c'est écrit noir sur blanc, mais en fonction de l'évolution du marché, ils ne s'interdisent pas de produire du poulet léger et qui ira où, tout à l'exportation. Ce sera encore moins une montée en gamme. Les porteurs de projet n'auront pas d'autre choix que de suivre la loi dictée par Sanders. Ils vont alimenter leurs poulets avec un aliment à base de soja importé d'Amérique latine, qui sera non OGM et non issu de zone de déforestation. Les bonnes intentions de Sanders, pourquoi pas ? Sauf qu'ils ne sont jamais venus discuter avec nous. Car si c'était vraiment leurs objectifs ils auraient pu venir voir la Conf et présenter leur projet. Quel poids Sanders a vis-à-vis de Bolsonaro qui dit on y va, on déforeste à fond, on prône la monoculture ? Est-ce que Sanders pourra garantir que le soja arrivé en France sera tracé non OGM ? Est-ce que vraiment, on peut faire confiance à ces gens -là ? Ces gens-là n'ont aucune pitié pour les indigènes qui vivent dans la forêt amazonienne, pour les paysans sans terre. Ce qui serait intéressant, c'est de proposer aux porteurs de projet d'aller en formation d'un mois, en immersion, avec le syndicat des paysans sans terre au Brésil pour voir les conditions de travail dans lesquelles ils se trouvent. Je pense qu'ils reviendraient avec un autre regard. Tout cela profite à qui ? Cela profite aux grands propriétaires terriens, aux patrons de l'industrie, à une élite.

Sur le lien au sol, les porteurs de projet n'auront pas le choix que de prendre l'aliment que leur proposera Sanders. Ils n'auront pas le choix que de s'adapter à l'exportation des fientes. On a dit qu'il y aura un plan d'épandage, c'est faux. Il est prévu de faire une plate-forme de compostage avec des produits qui seront normés. Sauf que ces produits-là partent on ne sait pas où et sans contrôle sur

leur devenir. C'est pour nous une faiblesse du dossier.

L'autre grande faiblesse du dossier, c'est l'absence de lien au sol. Ce n'est pas possible qu'aujourd'hui, la région encourage des projets, que les banquiers et les centres de gestion suivent des dossiers où il y a zéro hectare. On recommande les conneries que l'on a faites depuis 40 ans.

Sur les fonds publics, 50 milles euros quand on investit 1million 400 milles euro, cela représente 3,5%. Quelles est l'efficacité de fonds publics sur ces projets-là ? Je peux vous dire que 50 milles euros, c'est l'accompagnement d'une exploitation bretonne moyenne pour sa conversion en système herbagé sur 5 ans.

Je déplore aussi un autre aspect. Il y a des bilans qui sont faits sur les émissions d'ammoniac, de méthane (ch4), de protoxydes d'azote, gaz au haut pouvoir réchauffant bien supérieur au gaz carbonique. Je n'ai rien trouvé de bilan co2 sur toutes les rotations de camions qui vont se succéder sur l'élevage. Il n'y a rien sur le transport maritime pour importer le soja d'Amérique latine. Il n'y a rien sur le bilan carbone lié à la déforestation, rien sur la monoculture de céréale, rien sur la monoculture de soja. C'est inadmissible qu'à ce jour, il n'y ai pas de transparence sur les bilans environnementaux et climatiques de nos projets.

Nadine Tréguier, Bretagne Vivante, Antenne De Kreiz Breizh au nom de la présidente, Guénola Kervingant.

Je vais revenir sur les effluents, les eaux de lavage stockées pour lesquelles on a pas beaucoup de précision sur la plate-forme de stockage, le ruisseau de Kerlann est à 83m et est qualifié par le sage Scorff comme ressource primordial d'eau potable et biodiversité pour le territoire, l'ammoniac, le Dordu et la flore, la tourbière de Stang ra damiel noté au niveau patrimonial.

Le projet semble s'entourer d'un green-baching à notre sens insupportable car il est fondé sur des arguments périlleux, origine des aliments inconnus, destination de la production inconnue, participation à l'économie locale quasi inexistante, bilan carbone irréalisable, émission de l'ammoniac dans l'air peu renseigné, participation à la pression sur la ressource en eau du territoire non calculée, inconvenient pour le voisinage, bruit, odeur, écoulement eau ? Non renseigné, non maitrisé, respect de la continuité écologique inconnu. Tout est opaque dans ce projet, il ne s'agit sûrement pas de développement durable.

Bretagne vivante n'est pas défavorable à l'importation d'un projet de production de poulets à Langoelan. Mais le projet qui est présenté ici, dont l'économie est basée sur une production de masse non qualitative avec une faible participation à l'économie locale, une absence totale de maîtrise des impacts sur l'environnement et encore l'absence totale de démarche de développement durable nous mène à prendre une position défavorable à ce projet.

Joël Labbé, Sénateur Du Morbihan, lecture de sa position par René Louail

J'ai pris connaissance du dossier de création de deux poulaillers industriels de 2200m² chacun pour une capacité de 120 000 poulets de chair sur la commune de Langoelan.

J'ai pris note des réserves importantes émises par la mission régionale d'autorité environnementale tant sur la prise en compte de l'environnement dans le projet que sur la qualité de l'évaluation environnementale. La mission conclue son avis en recommandant : la production d'un bilan carbone permettant d'apprécier l'effet global du projet pour l'enjeu du changement climatique et de vérifier la suffisance des mesures envisagées.

Ce projet s'inscrit dans un modèle d'industrialisation de production agricole et alimentaire qui va à l'encontre de la nécessaire transition vers l'agro-écologie et de la relocalisation de l'alimentation.

Comment justifier d'un bilan carbone acceptable lorsque l'essentiel de l'alimentation des volailles est importé d'Amérique du sud au détriment de l'agriculture vivrière sud-américaine, de la forêt primaire amazonienne et des peuples premiers qui y vivent, et dont la viande est destinée pour partie à l'exportation vers le Moyen-Orient ?

Comment justifier la poursuite de ce type d'élevage industriel concentrationnaire au moment où nos populations s'insurgent contre les atteintes au bien-être animal et aspirent à une alimentation de proximité et de qualité ?

Comment continuer à soutenir financièrement ce modèle qui vient concurrencer les productions artisanales, qui elles s'inscrivent dans une logique de territoire, d'emplois pérennes, de valeur ajoutée et de respect de l'environnement, de la qualité de l'air, de l'eau et du sol ?

Notre responsabilité politique est un jeu sur ce type de dossier, on ne peut plus faire de grand discours sur le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité et laisser faire cette fuite en avant, pire encore de la soutenir.

La Bretagne continue de subir ces excès de concentration d'élevage et en paie aujourd'hui le prix fort notamment par la prolifération d'algues vertes.

Au vu de toutes ces considérations, je tiens en ma qualité de sénateur du morbihan, à donner un avis défavorable à ce projet

Réunion publique avec la commissaire enquêtrice

Présentation du dossier.

Les porteurs de projet :

Earl de Kermaria-Langoelan

° **Youenn Le Fur, 36 ans**, 2 enfants 1 garçon de 3ans et 1 fille de 6 mois, habite au bourg de Langoelan depuis 2012, installation sur l'exploitation

° **Mathieu Métayer, 33 ans**, 1 enfant et 1 deuxième va arriver ces jours-ci, travaille à Pontivy et s'installera en 2020 dans la ferme.

Notre projet pour la construction de ces poulaillers, trois chiffres très importants à retenir :

En France, actuellement, on importe 42% de la volaille que vous consommez tous les jours, un poulet sur deux vient de l'étranger, Europe ou Europe.

Un tiers des exploitants a aujourd'hui plus de 55 ans, c'est-à-dire que dans les 5 à 7 ans qui viennent, 1/3 des exploitants partira. Et vous savez tous que les installations sont de moins en moins nombreuses.

Dans ce but, on a la volonté de travailler localement, en Bretagne, de produire français. C'est notre objectif avec le cahier des charges qu'on s'est mis, il est exigeant et prend en compte les demandes actuelles du consommateur et essaie même de les anticiper pour les années à venir.

Mon installation avec mon beaufrère est réfléchi par un sens de renouvellement des générations et de développement de notre exploitation qui débouchera par la création d'emploi. Nous

souhaitons par ce projet pérenniser notre activité pour toute la durée de notre carrière. Selon nous, ça ne peut passer que par la construction de poulaillers neufs.

Diaporama

Photo satellite du bourg de Langoelan, à 2km du bourg à vol d'oiseau. Intégration des poulaillers sur la parcelle future.

Bâche incendie, poulailler et silo entre les poulaillers. Aire de compostage derrière le hangar, haie bocagère en bordure le long de la route, impact visuel assez limité avec encaissement des poulaillers.

Ventilation adaptée par extraction au niveau des pignons, orientation des poulaillers en fonction de l'impact de dispersion de poussière avec un choix important de travée supplémentaire.

La haie bocagère, barrière naturelle sur les éventuelles dispersions de poussière.

Dalle béton dans nos poulaillers pour avoir des litières sèches, avec beaucoup moins d'humidité, donc moins de hauteur. Les litières sont à base de sciure de bois produite dans le Morbihan à Roc Saint André. Choix du compostage pour d'autre critère également à développer et dans le but de limiter les odeurs sur un produit sec en compost

Le bien-être animal, suivant les directives européennes :

° **Répondre au besoin physiologique**, cela paraît évident, pas faim et pas de soif, accès au point d'eau libres, ligne perchoirs, gestion par ordinateur au jour le jour et gestion des pathologies.

° **L'environnement protecteur, le climat** (chauffage et ventilation), **le sanitaire** par prévention très drastique (zone sale, sone lavage des mains) et **la protection** contre les prédateurs (prévention des animaux en bâtiment contre la salmonelle véhiculée par les animaux sauvages).

° **Le soin aux animaux**, l'absence de douleur et de maladie par la prévention, travail sur les dermatites (coussinet plantaire du poulet qui gratte le sol naturellement)

° **L'expression du comportement naturel et la protection psychologique**, laisser les animaux sur litière de sciure de bois, sèche en permanence, se faire des nids et des bains de poussière, la lumière naturelle, avoir des cycles des jours, pas de lumière

artificielle, la mise en place de perchoirs, jouets ballons à picorer, densité d'élevage très faible. Les femelles partent avant les mâles qui finissent entre 7 et 10 au m². Rappel de la norme en label rouge qui est de 11 au m², en bio est de 10 au m².

° **Les antibiotiques**, ce n'est pas automatique, c'est une fausse vérité. On les utilise uniquement quand c'est nécessaire, au même titre que les humains. On est très exigeant là-dessus. Notre cahier des charges est suivi. On a baissé de 44% leur utilisation en 5 ans. Point extrêmement important à souligner. Comment faire ? Par le climat, la protection sanitaire, par l'environnement des poulets, par les vitamines et les minéraux, pour prévenir toutes les pathologies. On va plus loin dans la démarche, depuis cette année la colistine n'est plus utilisée, on limite totalement l'utilisation d'antibiotiques à molécules critiques.

Le compost limité sur notre exploitation, sera utilisé en France et viendra enrichir les terres de Beauce par exemple qui sont obligés en général d'acheter de l'engrais minéral. Le fumier est sec et sans jus, ce qui nous obligera à l'arroser pour pouvoir le faire fermenter et pour cela, nous avons prévu de réutiliser les eaux de lavages que nous récupérons dans une fosse. On a prévu une autre fosse sous l'aire de compostage pour récupérer les éventuels jus qui pourraient couler mais c'est tellement sec que normalement il ne devrait pas y en avoir.

Nos bâtiments sont basse consommation, très bien isolés, équipés de lumière Led au cas où la lumière naturelle ne suffirait pas. Le système de chauffage est économe et la ventilation variable, ce qui nous permet de limiter la consommation en énergie. Nos choix techniques nous permettent de limiter nos émissions carbone de 71% par rapport à un élevage standard du même type. Une étude faite pour notre dossier fait ressortir que notre exploitation rejettera en un an, l'équivalent de 2,1 français de GES.

La quantité de l'alimentation, il est composé principalement de blé, maïs (énergie), colza, tournesol, soja, pois (protéine), et minéraux. Oui, on utilise du soja car c'est une matière première très intéressante dans l'alimentation animale parce qu'elle correspond aux besoins des animaux. C'est la matière première qui a le profil d'acide aminé le plus proche de la protéine animale. On continue à l'utiliser, mais on est conscient de l'impact écologique que peut avoir le soja. Donc, nous, dans notre cahier des charges, et celui de nos clients, on a fait le choix, de travailler uniquement sur du soja non OGM, non issu de zone de déforestation, c'est du soja hors amazonie bio.

Les emplois locaux : nos poussins viennent du 22, 29, 56, 44, en Bretagne. Les effluents, le compost, partiront avec l'entreprise Le May dans le 22. Les poulets partiront à l'abattoir de mûr de Bretagne et de Guiscriff, dans le 22 et le 56 et seront transformés en produits locaux par les marques toujours en Bretagne. Notre projet va générer aussi de l'emploi local puisqu'on va faire participer des artisans locaux de Guémené, de Gestel, Moréac, des équipes d'intervention du 29,

Une étude du groupement d'intérêt scientifique, dit qu'une personne éleveuse de volaille de chair égale trois emplois indirects. Notre exploitation, plus un salarié, équivaut à neuf emplois indirects. Merci à tous.

Echanges avec la salle :

Question : intervention Charlotte Trehorel, guide pratique sur le bien-être animal

Réponse : oui les poulets sont élevés dans de bonnes conditions, le bien-être animal est important pour les porteurs de projet, car c'est leur gagne-pain. Ils réfutent les accusations portées de maltraitance, c'est une méconnaissance du fonctionnement d'un poulailler. Concernant les animaux morts, le passage dans le poulailler étant fait 3x/jour, les cadavres sont ramassés et mis dans des bacs réfrigérés en attendant le passage de l'équarrissage.

Q : René Louail, agriculteur, apprécie la qualité et le ton donné aux échanges nécessaires et demande d'être sincère entre nous. Pourquoi exporte-t-on autant de produits bretons que nous français ne voulons pas consommer ? C'est pour lui que le système n'a pas fonctionné. S'engager pour des dizaines d'années, un poulailler a 30 à 40 ans. Est-ce le moment, pourquoi faire croire qu'en augmentant aujourd'hui, la taille des exploitations, on va améliorer la qualité des produits ? La fiente en Beauce et ailleurs, à coup d'énergie fossile, on ramène du soja ici, et à coup d'énergie fossile, on rebalance ça dans les régions céréalières. Oui à des installations de jeunes, mais réfléchissons sur des systèmes qui soient le plus cohérents possibles. Le consommateur veut changer de modèle, aller vers une meilleure qualité. Ce n'est pas en restant sur le même modèle que l'on va y arriver.

Autres q : problème de crise pétrolière, d'autonomie pour faire venir vos aliments, évacuer vos composts, cohérence entre installation et autonomie.

R : on travaille avec des poulets lourds, sur des densités en fin de lots inférieures aux normes en bio. La filière avicole est en difficulté, quel souhait aujourd'hui, une installation sur un système qui ne fonctionne pas ? Les antibiotiques sont extrêmement peu utilisés. Le bilan carbone, exportation de fumier chez des gens qui n'ont pas d'élevage et qui seraient obligés d'acheter de l'engrais à la place. Oui, on espère pour demain, d'autres solutions pour faire circuler les véhicules.

Q : Gérard Le Gal, qui est derrière vous, qui dans votre capital de société ?

R : non personne d'autres que nous. Subvention de Sanders, 3% du prix final du projet, de la région, plan d'aide, 50 000 € d'où 3%. Earl à plusieurs associés, crédit agricole.

Q : agriculteur, énergie avec installation photovoltaïque pour son bâtiment.

Q : extinction rébellion Bretagne, point du compost, montée des eaux ou éléments naturels, comment gérez-vous la situation ?

R : bureau d'études, bel environnement, en cas de montée des eaux, sur intempérie, une zone de stockage réglementaire est faite.

Q : Conf : 2 poulaillers dans le dossier, $2 \times 2200\text{m}^2 = 4400\text{m}^2$. Le contrat signé par un seul des pétitionnaires avec Sanders concerne 4000m^2 . Incohérence ? Il existe déjà 2 poulaillers amortis à Locmaria avec 3 unités de main d'œuvre, investissement de 1400 mille euros pour avoir au final, -1 en termes de création d'emploi. Pour l'installation de Mathieu, mais il était possible sur ce qui existe d'être performant en rénovant bien sûr. Persuadé que Sanders se servent d'eux. 2^{ème} point Impossible aujourd'hui d'avoir des projets sans lien au sol, avoir au minimum 10%. 400 ha nécessaire, avoir au minimum 100ha. Faiblesse du dossier. 3^{ème} point, au bureau d'études, impossible de ne pas avoir de transparence sur le bilan carbone réel, sur l'énergie consommée dans les poulaillers, l'émission de GES consommés pour la construction de ces poulaillers, sur la totalité des rotations de camions à venir (243/an) nulle part dans le dossier, sur les importations de soja jamais visible (coût de la déforestation, si replantation, reconstitution de forêt sur plus de 50 ans, stockage du carbone sur forêt primaire bien supérieur à forêt moderne, transport maritime) faute du bureau d'études et non des porteurs de projet, refus de faire apparaître ces bilans, opacité inadmissible en 2019 malgré les accords de Paris, la

Breizh Cop. Invite les jeunes à aller au Brésil à la rencontre des fermiers sans terre.

R : les m², espace de vie des animaux. 4400m² est intégré la partie magasin et partie technique. L'étude économique est sur le projet. Le bilan carbone demandé n'est pas sur le projet de l'EARL, mais sur la totalité de la filière, impossible de savoir par où transitent les aliments.

Sanders, Eric Mansuisse, le composant principal sensible, le soja non OGM sur une zone spécifique. Quelle quantité mange un poulet pour produire 1kg. L'empreinte de la CV est globalement bien maîtrisée. L'origine du soja est connue, d'où il vient, quel bateau, etc...

Q : Brumisation du bâtiment à partir de quelles température, quelle quantité utilisée ?

R : Brumisation pour baisser la température à instant T géré par cycle entre 8 et 20 sec, brume injectée par l'entrée d'air ne mouille pas les poulets.

Q : arrêter de stigmatiser par rapport aux contrats, heureusement qu'ils existent pour faire vivre les agriculteurs. Les magasins ne sont jamais vides.

Q : JYLe Bouglouan, comment expliquer que vous n'avez pas d'impact sur les cours d'eau ou les zones humides ?

R : non pas d'impact, pas de fuites d'eau sales vers l'extérieur.

JYLTB, le BRGM, étude entre 1994 et 2000, l'eau du Scorff en période d'étiage provient des eaux souterraines. Donc là un impact par votre forage.

R : 0,21% de l'ensemble du Bassin versant du Scorff

JYB : la station de pompage de Guémené est fermée par manque d'eau, impact sur l'eau certain. Et que devient l'ammoniac ?

R : équivalent de 2,5 personnes dans l'atmosphère. Inférieur à un élevage conventionnel pour ancien.

Q : Lylia Le Goff, impact environnemental du projet, particules fines d'origine agricole, 48 000 en France, 2000 en Bretagne morts prématurés par an, ammoniac contribue beaucoup dans ces particules. Évaluation dans cette zone concernée par les alertes rouges ?

R : pas de réponse du commissaire enquêteur aujourd'hui mais dans son rapport fin août.

Q : Inquiétude sur les réseaux sociaux des attaques intrusives dans les élevages, quelles mesures prises contre ?

R : site clos, caméras de vidéosurveillance.

Q : Gouarec, gens des villes et gens des champs, effacement sur ce gigantisme dans le Centre Bretagne. Faire autrement et mieux, nourriture locale possible, prise en compte du client ?

R : respect du point de vue, revue agricole Réussir, montre du doigt les difficultés de la filière aujourd'hui. Vous voulez que l'on aille dans ce modèle. Arrêter cette guéguerre.

Q : pas d'emprise sur la faune-flore notée, qu'avez-vous fait là-dessus ?

R : prise en compte l'aspect le plus défavorable, p 23, 88 000 poulets lourds.

BEL : pas d'emprise sur la parcelle délimitée par un talus boisé côté Natura 2000. En fonction de l'importance du projet, chacun a sa propre idée, doit conserver une proportionnalité. On considère qu'il n'y aura pas d'impact sur la zone.

Q : Villette, voisine, très désagréablement surprise, ferme bio jamais citée, il est noté page 31, pas d'élevage à proximité hors je suis très très proche du projet. Les anticoccidiens tuent les abeilles, les escargots, l'étude d'impact a de grosses carences, pourquoi tirer un trait sur notre ferme ?

R : BEL vous êtes à quelle distance ? Au-delà de 200 m à notre avis. Les parasites sur nos animaux, les études d'impact sont faites sur les anticoccidiens.

Q : R Louail, on sait tous la difficulté de tracer un produit en particulier quand il vient d'Amérique latine et même du nord. Choqué de la part de la grande maison Sanders, attendu qu'il y ai une réflexion sur l'approvisionnement ici, au niveau européen. Une trentaine de million de tonnes de céréales chaque année, jamais il n'est fait état de la nécessité de reconquérir le marché en protéine, en France et en Europe. Pour une firme comme Sanders qui pèse très lourd dans le marché, est-ce c'est prévu ou est-ce que vous allez continuer à jouer les spéculateurs sur le marché mondial ? On sait comment ça se passe : quand un bateau part, il n'est pas vendu, sa destination est en fonction du marché, sa cargaison est négociée pendant son trajet, c'est un marché de spéculateurs.

L'alimentation animale, c'est ça. Il faut à un moment donné, que les choses changent, puisque l'on dénonce les effets catastrophiques sur les peuples de là-bas, les pays, le continent, le climat mondial. Est-ce que des firmes comme Sanders ont commencé à réfléchir sur l'autonomie en protéine à l'échelon européen, et si oui, comment la mettre en place ?

R : Sanders, pour qu'un animal soit heureux, il faut lui distribuer un aliment à l'équilibre, une bonne protéine bien équilibrée pour que le poulet profite. Est-on capable de produire du soja en France, ou alors une protéine céréale qui ressemble à du soja. Malheureusement aujourd'hui, les résultats sont insuffisants en quantité pour nourrir la volaille au quotidien. Des tentatives avec du colza, du tournesol, l'objectif est de trouver une protéine où l'on est le plus autonome possible, mais il faudra quand même du soja. Plus de protéine française, oui, remplacer totalement le soja brésilien, non. Le tracer, l'identifier, pour être sûr que cela ne contribue pas à ce que vous avez évoqué toute à l'heure.

Q : Les boues d'épandage, une idée précise de leur analyse, taux de métaux, vitamine, avant que cela ne se retrouve dans la nourriture ? La Beauce est un bon endroit pour épandre ce que l'on ne sait pas où mettre en Bretagne car les boues finiraient par stériliser les sols à long terme. Que connaissez-vous de l'impact sur la qualité des sols épandus ?

R : non des boues d'épandage, mais un compost, produit sec, 25 U de CAO, produit basique pH 8, tx d'azote 20-25, potasse, c'est un produit équilibré, normé NFU par analyse.

Pas de réponse, sur les métaux lourds.

Q : Que voulez-vous manger ? Êtes-vous prêts à payer plus cher ?

R : compost identique que ce que l'on trouve dans les jardinerie. Les concentrations sont nettement inférieures à ce que l'on retrouve dans les stations d'épurations. Les analyses de sols sont faites et les rotations sont obligatoires. Un aliment est composé de vitamines et de minéraux. Beaucoup moins de phosphore aujourd'hui, on travaille sur les besoins du poulet. Moins de calcium, moins de phosphore. Meilleure digestion du poulet. Aliment avec du cuivre du zinc du manganèse, du magnésium comme en nutrition humaine, l'enjeu est de faire en sorte que ce soit bien digérer. Les minéraux font partie de la réglementation

Q : IRJ, ERB, préoccupation du réchauffement climatique, culture du soja et du maïs demande beaucoup d'eau. En France et dans le Sud, la question de la poursuite de cette culture se pose. Cela ne nous dérange pas d'importer du soja du Brésil qui n'est pas mieux irrigué. Désolée de voir d'un côté les consommateurs et de l'autre les producteurs, est-il possible qu'il y ait une compréhension entre les deux ?

R : Je tiens à dire que nous sommes aussi des consommateurs. Nous mangeons nos poulets.

Q : sur les 10 années à venir, 50% des agriculteurs vont partir à la retraite. Aujourd'hui, une reprise pour 3 départs. En 2050, plus de 9 milliards de personnes sur la Terre, Le modèle agricole français est reconnu comme l'agriculture la plus durable au monde. On a une vraie richesse sur notre territoire, cette chance d'avoir en Bretagne particulièrement des agriculteurs qui ont à cœur de bien faire leur métier. Ce que produisent Youenn et Mathieu, ce sont des produits de qualité, et par rapport au système choisi, ils mettent le maximum de solutions de ce qui peut se faire pour diminuer leur impact environnemental et écologique. En regardant ce qui se fait ailleurs, les fermes-usines en Ukraine, c'est par vingtaine, trentaine de bâtiments que les poulaillers sont faits. En empêchant les agriculteurs de faire leur métier en France, on empêche aussi une part de la population qui n'a pas les moyens demain d'acheter des produits plus chers, de mettre le prix pour des produits fermiers plus élevés, de se nourrir français avec des produits de notre territoire fait par des personnes qui essaient de respecter au maximum toutes les règles environnementales que l'on peut avoir. Ici, on a des personnes dont le projet est quelques fois au-delà des normes exigées, qui ont réfléchi sur l'impact que leur bâtiment peut avoir sur leur territoire, même si ça ne convient pas à tout le monde.

Q : Mellionec, dossier avec des faiblesses sur l'étude d'impact environnemental, traiter l'air, élément ne figurant pas vraiment, pourquoi pas fait le choix du traitement de l'air ?

R : pas le choix de traiter pour question financière, si la réglementation l'oblige, on le fera.

BEL, tout un chapitre sur les meilleures techniques disponibles, pas forcément de traiter l'air, une LTD, une action équivalente.

Q : Conf, l'agriculture est la plus durable du monde. Colère car tout ce que l'on est dans cette salle, on n'a rien compris, sur le changement climatique.

Soit c'est du négationnisme, on nie la réalité, les choses qui vont arriver vont être très graves. Combien de temps cela va mettre, dix ans, vingt ans, je ne sais pas. Il va y avoir tant de réfugiés, il va y avoir tant d'inégalité sur cette planète, il va y avoir des guerres, des conflits, et que si on ne change pas nos habitudes, Messieurs, Mesdames, on n'a rien compris. Je dis, une chose, y'a des accords de Paris qui ont été signés, y'a une Breizh Cop qui est en cours de discussion, il faut que les décideurs politiques, que la Chambre d'Agriculture disent à l'agriculture bretonne, ce que ça veut dire que le respect des accords de Paris. Ça va être de concevoir et d'admettre que les habitudes alimentaires vont changer dans ce pays et que c'est vrai que l'on va consommer beaucoup moins de viande dans ce pays. C'est vrai pour la volaille, c'est vrai pour les bovins, c'est vrai pour les porcs, on consommera de plus en plus de céréales. Et effectivement, les gens qui entourent Youenn et Mathieu doivent à tout prix les faire réfléchir, et tous autant que nous sommes, sur les modèles de consommation que l'on doit adopter demain. Nous sommes tous concernés, pas que Youenn et Mathieu.

Q : 40% des volailles importés en France, pouvez-vous nous garantir qu'il n'y aura pas d'export ?

R : Sanders, nous sommes en contact des clients. Notre ambition est de produire pour la consommation des français. 40-42% est vrai sur la totalité des poulets. On produit un poulet du quotidien, jambon de volaille, filet de volaille, on ne retrouve pas chez nous, un poulet entier en super marché tel quel comme on peut manger le week-end. Sur ces types de volailles, notre importation est de 80%. C'est la volaille des sandwiches chez le boulanger.

Q : vous travaillez avec quelles boites ?

R : une boîte dominante en France, LDC, qui produit différentes marques. Nos volailles vont dans ces abattoirs pour être transformées dans ces marques, en nuggets, en jambon de volaille... pour la France, marche national. On a refusé de l'importation du Brésil. Entre des poulets produits ici ou en Ukraine, mon choix est vite fait. On respecte les opinions de chacun.

Q : Qualité des produits évoqués par Mr Sanders, nos enfants et nos personnes âgées méritent mieux. Vu le film Roxanne.

Q : Pontivy, Avez-vous lu le rapport du GIEC qui précise que l'on ne peut plus concevoir ce genre de projet ? Je vous ai entendu dire que l'on a la place

pour tout type d'élevage, ce n'est pas vrai. On ne peut plus produire de cette manière qui rejette trop de CO2, qui artificialise nos sols, qui détruit notre biodiversité. Vous êtes-vous mis en hauteur par rapport à ce projet, à prendre en compte tous les facteurs, au début vous avez dit que votre exploitation rejette 2,1 personnes en CO2, c'est totalement faux, d'où vous sortez ce chiffre, sans compter les rotations de camions, les importations de soja, etc, etc, ce n'est pas possible. On a le même âge, désertez, arrêtez ce projet.

R : oui, ça m'intéresse le rapport du GIEC, je ne l'ai pas lu, effectivement.

Cela fait vraiment réfléchir. Je vous félicite d'avoir autant d'ambition, mais mettez la ailleurs.

à voir : Au nom de la Terre, sortie nationale le 25 septembre 2019. Histoire vraie, film recommandé par la Conf.